



La manifestation nationale unitaire du 25 novembre : Première étape vers d'autres luttes !

Le 25 novembre, nous serons des dizaines de milliers de travailleurs/ses du rail à manifester dans les rues de Paris, à l'appel de toutes les fédérations syndicales. La force de notre nombre et l'unité syndicale doivent nous permettre de créer les conditions d'une nouvelle phase des relations sociales à la SNCF.

Depuis le mouvement pour la défense des retraites au printemps 2003, la direction ne cesse d'engranger des succès, réussissant à faire passer nombre de projets :

- **La gestion par activités**, outil essentiel d'éclatement du service public ferroviaire, a repris de plus belle,
- **Les suppressions d'emplois** se comptent par milliers,
- **Nos salaires**, quand ils ne sont pas bloqués comme en 2003, évoluent moins vite que le coût de la vie, à l'image de ce qui s'est passé en 2004,
- **Dans tous les services, c'est la course à la productivité**. Le plan « starter » continue à produire ses effets.
- **La sécurité est de moins en moins bien assurée**, car il faut « être rentable » ... au mépris des milliers d'accidenté-e-s du travail chaque année, au mépris même de la mort de cheminot-e-s au travail.

La précarité s'étend : à la place de cheminot-e-s bénéficiant du statut acquis par les luttes sociales passées, la direction essaie de généraliser l'emploi de contractuel-le-s, souvent en C.D.D., et créé de toutes pièces des filiales comme EFFIA pour confier les métiers de cheminots à des salariés de droit privé, avec le minimum de droits.

Maintenant, ça suffit !

Déjà, plusieurs luttes unitaires témoignent de l'exaspération générale et montrent qu'une autre voie est possible : celle qui débouche sur plus de justice sociale, moins d'inégalités, plus de service public, moins de précarité, plus d'emplois au statut, moins de chômeurs/ses ...

**IMPOSONS D'AUTRES
CHOIX ET CHANGEONS CE
QUI DOIT L'ÊTRE !**

SOMMAIRE :

Gouvernement et direction, depuis le printemps 2003, continuent de faire payer aux cheminots leur résistance à la réforme des retraites et favorisent la libéralisation et la privatisation de notre secteur ferroviaire **(Page 1)**.

Depuis la rentrée, de nombreux cheminot-e-s, avec leurs organisations syndicales, se sont lancé-e-s dans la lutte pour démontrer qu'une autre voie était possible **(pages 2 et 3)**.

Réclamée par Bruxelles, rêvée par les plus libéraux du gouvernement, la direction SNCF met en place une filiale iTGV qui annonce l'éclatement de l'entreprise et l'ouverture au privé... **(page 4)**.

Les mouvements catégoriels sont légitimes et doivent maintenant s'associer et se coordonner pour permettre à tous de gagner ! **(page 4)**

Début décembre, une action nationale intercatégorielle ? **(page 4)**

Des levées de bouclier dans tous les secteurs !

Au COMMERCIAL VOYAGEURS, début octobre, puis en novembre, des grèves ont eu lieu dans les chantiers d'Ile de France. Les cheminot-e-s ont refusé massivement le « nouveau métier Ile de France » dans lequel la direction veut les enfermer. Un « nouveau métier » dont les composantes sont bien anciennes : flexibilité, polyvalence, suppressions d'emplois, gares fermées, ... La mobilisation existe partout, même si elle varie d'un établissement à

l'autre. Malgré une démarche unitaire des fédérations auprès de la Direction Ile de France, la direction refuse toute remise en cause de son projet ! De nouvelles actions sont d'ores et déjà prévues : un préavis de grève unitaire à partir du 1^{er} décembre sur tous les établissements exploitation de l' Ile de France sera proposé par SUD-rail aux autres syndicats.

Toujours au Commercial Voyageurs, la suppression de près de 20% des vendeurs en trois ans a été annoncée : 2000 vendeurs/ses en moins, voilà l'objectif que se fixe la direction pour les trois prochaines années ! Cette saignée dans les effectifs de vendeurs va toucher toutes les activités voyageurs : Grandes Lignes (guichets et Centres Ligne Directe), Ile de France et TER.

Déjà, les agents des Centres Ligne Directe ont réagi collectivement contre ce projet qui prévoit près de 400 suppressions d'emplois (près d'un 1/3 des

effectifs totaux des télévendeurs), en se rassemblant le 5 novembre devant la Direction Grandes Lignes. Là encore, la direction ne veut rien savoir et attend que la mobilisation monte d'un cran... pour être obligée de négocier. C'est pourquoi, une **Assemblée Générale des télévendeurs/ses**, à l'issue du rassemblement, a décidé de nouvelles actions dans les semaines qui viennent.

Autant dire qu'une riposte collective forte s'impose : la fédération SUD-rail souhaite qu'elle se fasse dans l'unité syndicale.

A l'EQUIPEMENT et au TRANSPORT, la priorité, c'est la sécurité !

La sécurité, c'est la priorité des cheminot-e-s qui travaillent dans ces secteurs. Ce n'est pas celle de la direction qui persiste à rechercher des gains de productivité, sans se préoccuper des dangers qui en résultent pour les cheminot-e-s et les usagers.

Sa politique en matière de formation, la mise en place de « DPX » (qui troque des encadrants techniciens contre des « manageurs ») ainsi que son projet STORP (par lequel la direction voudrait que, lors des travaux, les agents de l'Equipement assument des missions de sécurité jusque-là dévolues aux agents Transport) relèvent de la même logique, dangereuse pour tous.

Toutes les fédérations ont répété à la direction leur opposition catégorique à ces choix purement capitalistes. Ce refus unitaire doit trouver un écho dans la mobilisation des cheminot-e-s de l'Equipement et du Transport pour imposer non seulement l'abandon de STORP, mais aussi obtenir des effectifs suffisants et une formation adaptée permettant d'assurer la sécurité de tous.

Le « plan social Infra à l'instar du plan fret », que la direction a décidé mais qu'elle veut cacher, renforce la nécessité pour les agents Infra de se mobiliser très rapidement, et fortement.

Au MATERIEL

Lors du rassemblement national le 9 novembre, toutes les fédérations syndicales étaient unies pour exiger de la direction :

- l'abandon des projets de privatisation et externalisation,
- l'arrêt des restructurations d'ateliers qui se traduisent par des suppressions de postes,

- un examen des charges de travail et des moyens nécessaires pour y faire face,
- la reconnaissance de l'évolution des métiers.

Cette dynamique unitaire est un point d'appui pour poursuivre l'action dans les ateliers.

Les ADMINISTRATIFS sont au cœur des restructurations

Ils/elles font les frais de l'éclatement et des multiples mutualisations.

Contre l'avis de toutes les organisations syndicales, au détriment du service rendu aux cheminots et sans un traitement social de qualité pour ces agents, la direction tel un rouleau compresseur, poursuit la destruction des pôles RH

Elle s'attaque aussi à la spécialité GEF, au travers des mutualisations/suppressions et les menaces de filialisation pèsent toujours sur la spécialité informatique.

Les cheminots ont besoin des administratifs, et ils ont besoin de nous aujourd'hui pour la revalorisation de ces métiers et un déroulement de carrière sur la plus haute position de leur qualification.

A la TRACTION, les négociations traînent...

Les discussions sur le métier conduite ne sont toujours pas finies. Confrontées à un front syndical unitaire la direction a fixé un nouveau rendez-vous le 24 novembre. Actuellement, ses propositions demeurent largement insuffisantes. Lors du changement de service du 12 décembre, nombre de roulements vont subir de plein fouet les

effets négatifs du « plan fret » de la direction. Et pendant ce temps, les projets de fusion de dépôts se poursuivent ...

Les agents de conduite sont mobilisé-e-s. Pour eux aussi l'après 25 novembre sera décisif ...

LES PERSONNELS DES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX TRAINS ont, ces dernières semaines, démontré que l'unité était possible dans beaucoup d'endroits.

Au cœur des funestes projets de création de filiales (i TGV, TIR...) et de la mise en place du projet alliance, les ASCT et les personnels de commande refusent que leurs métiers soient bradés sur l'autel de la rentabilité.

Ensemble, ils dénoncent la politique de casse du service public, le remplacement d'emplois au statut par des emplois précaires, ainsi que la recherche permanente d'une diminution des coûts portée par les seul(e)s cheminot(e)s.

Tous ensembles, ils lutteront afin d'inverser le processus d'attaques de la direction qui s'est traduit par autant de reculs dans les ECT. Dans la rue, dans

l'action, le 25 et après, les ASCT mettront tout en œuvre pour que la dynamique se fasse en faveur des cheminots et se traduise par des avancées :

- sur les effectifs : en inversant la chute de ces dernières années (- 146 ASCT entre 2003 et 2004)
- sur les déroulements de carrière : en permettant à chacun, de partir en retraite avec la position et la qualification la plus élevée,
- sur la sûreté : en mettant tout en œuvre (accompagnement, prévention, politique tarifaire...) pour que les ASCT ne soient pas mis en situation de dangers par des décisions et des choix irresponsables.

Les SALARIE-E-S DES CE ET DU CCE revendiquent pour leurs droits

En deux semaines, des centaines de personnel des CE et du CCE ont signé la pétition unitaire demandant à la Commission Paritaire de fixer le coefficient minimum d'embauche au niveau du SMIC et d'ouvrir des négociations pour une refonte de la grille des salaires.

Le collège employeurs, qui est mandaté par les secrétaires de CE, n'a rien voulu savoir.

Pourtant, ce qui est demandé n'est que justice, et n'a rien d'excessif !

Nous refusons simplement que des collègues soient embauché-e-s à des coefficients parfois inférieurs de 10 points au SMIC. Nous demandons la renégociation d'une grille qui, actuellement, maintient la majorité d'entre nous à des salaires extrêmement bas.

Les fédérations SUD Rail - FO- CFDT- CFTC et les élu-e-s Candidats libres et Tous ensemble du CCE appellent les personnels des CE/CCE à une journée de grève le mardi 14 décembre pour faire entendre leur colère, et montrer leur détermination à faire bouger les choses

LES SALARIE-E-S D'EFFIA défendent le statut des cheminot-e-s

La direction SNCF a créé, il y a quelques années, une filiale de droit privé, EFFIA, pour lui confier un certain nombre d'activités, auparavant exercées par des cheminot-e-s. Au fil des années, son champ d'activité n'a cessé de s'étendre : aide aux handicapés, accueil ("gilets rouges"), salons Grands Voyageurs, portage, et maintenant, si nous laissons faire, accueil-embarquement, service à bord des trains, ...

La politique de la direction est claire : transférer vers des emplois précaires de droit privé un maximum de postes de cheminot-e-s au statut.

Les salarié-e-s d'EFFIA ont décidé de revendiquer leur dû : « *puisque nous faisons un travail de cheminot-e-s, nous devons être cheminot-e-s* »

La lutte qu'ils engagent avec le soutien des fédérations SUD-rail et CFDT est fondamentale.

Il y a un enjeu pour les salarié-e-s d'EFFIA qui aspirent ainsi à sortir de la précarité, mais aussi pour tous les cheminot-e-s, car c'est ainsi que nous empêcherons la disparition progressive du statut de cheminot-e : en imposant que tous les travailleurs/ses du rail y aient droit !

SURVEILLANCE GENERALE

Ca fait des années que les organisations syndicales relaient la demande des agents de la SUGE concernant l'augmentation de leur prime de travail. Ca fait des années que la direction joue la montre ...

Il est temps de passer un cran : ensemble, nous imposerons à la direction ce qu'elle nous refuse depuis des années malgré de nombreuses réunions.

Personnel des services MEDICAUX et SOCIAUX

Par définition « non rentables », ces secteurs sont dans le collimateur de la direction : établissements sociaux et cabinets médicaux ferment, le personnel

est insuffisant, les qualifications non reconnues. Un mouvement d'ensemble peut permettre de faire entendre notre voix !

Une entreprise unique pour le service public ferroviaire

La mise en sous traitance des activités de nettoyage à la SNCF n'a été bénéfique pour personne : ni pour les usagers du service public qui circulent dans des trains souvent sales et voient les infrastructures ferroviaires souvent dans un état déplorable, ni pour les salariés des entreprises de sous-traitance qui subissent constamment la loi des passations de marchés toujours plus bas, des patrons crapuleux qui exploitent le personnel.

La direction SNCF est responsable : l'externalisation des activités de nettoyages lui permet de concéder ses marchés au moindre coût, en laissant croire qu'elle n'est pour rien dans l'exploitation moyenâgeuse des travailleurs/ses du nettoyage.

Le récent redécoupage des marchés de restauration ferroviaire a été fait pour casser l'unicité qui existait auparavant entre les réseaux et qui garantissaient un minimum d'acquis sociaux aux salarié-e-s du secteur. C'est à cela que la direction SNCF a décidé de s'attaquer, en utilisant trois sociétés différentes.

Nettoyage ferroviaire, restauration ferroviaire, ... tout cela doit retrouver sa place dans une seule entreprise, un véritable service public ferroviaire.

C'est aussi le meilleur moyen de défendre le statut des cheminot-e-s ... si nous laissons faire la direction, le statut existera toujours, mais il ne s'appliquera plus à personne !

Avec iTGV : "des trains privés" sur le réseau français, c'est possible !

Le projet iTGV a des conséquences directes sur certaines filières (Commercial Trains et Commercial Gares), à travers la précarisation de l'emploi que la direction veut imposer, en remplaçant des emplois de cheminot-e-s par des salarié-e-s de droit privé payé-e-s au rabais, via la filiale EFFIA..

La commercialisation d' iTGV sera confiée à une autre filiale de droit privée, créée pour l'occasion. Tout sera fait pour différencier cette nouvelle offre commerciale du reste de la SNCF : tarification particulière et "innovante", accueil et embarquement distincts de ceux des autres voyageurs, commercialisation impossible en gare, aménagement des rames TGV avec un "look" spécifique, ... (cheminots et ayant droits n'y auront plus accès autrement qu'en payant le prix fort)

La SNCF organise elle-même la concurrence ! L'expérimentation est prévue pour trois ans, c'est à dire jusqu'à la date prévue pour la "libéralisation" du trafic voyageurs par la Commission Européenne. Il s'agit tout simplement de montrer que "des trains privés" sur le réseau français, c'est possible !

Ce projet met en danger le contenu et l'avenir de notre service public : SUD-rail demande son retrait *sine die*.

Les ASCT et les agents des EEX, mais aussi l'ensemble des cheminots, devons nous mobiliser et construire un front commun unitaire pour que ce projet soit définitivement abandonné.

Le 6 décembre, la direction veut lancer le train de la privatisation.

Les cheminot-e-s y opposeront celui des luttes pour le progrès social !

N'est-il pas temps de coordonner toutes ces luttes ?

Si le 25 novembre constitue un objectif clé, il ne doit pas être une fin, mais une étape dans un processus aboutissant à ce que la direction plie et revienne à une politique qui prenne en compte la dimension humaine.

Il est nécessaire, après le 25, de faire le point dans tous les services, tous les sites ferroviaires : Les mouvements catégoriels sont légitimes... mais chacun ne pourra gagner qu'avec l'appui des autres.

La direction qui a bien compris que l'union fait la force va tenter de nous diviser : plus les cheminot-e-s resteront unis et solidaires, moins les manœuvres de la direction marcheront. Pour gagner, nous ne devons en aucun cas casser la dynamique unitaire !

Nous voulons et nous pouvons agir ensemble, tous ensemble, pour que début décembre, les conditions d'une action nationale intercatégorielle puissent être réunies.

**A NOUS TOUS D'EN DECIDER LA FORME, LE DEBUT, LES SUITES ...
A NOUS TOUS DE LA CONSTRUIRE !**